

dispositions du présent arrêté, y compris son annexe, entraîne le retrait de l'autorisation.

ART 6: le Secrétaire Général du Ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel

*Arrêté n° R - 925 du 22 décembre 1998 autorisant la société « Granites et Marbres de Mauritanie » à transporter, stocker et utiliser des substances explosives pour l'exploitation de ses carrières de pierres ornementales aux environs de Choum.*

ARTICLE PREMIER - La société Granites et Marbres de Mauritanie ( GMM) est autorisée à transporter, stocker et utiliser des substances explosives dans les wilaya de Tiris, de l'Adrar et de Dakhlet Nouadhibou suivant les quantités ci - après :

9000 ( neuf mille) kg d'explosifs de type nitrolex 13/50 et 17/50

1000 ( mille) kg de cordons détonants.

ART. 2 - La validité de la présente autorisation est de trois ( 3) mois à compter de sa date de délivrance.

ART. 3 - La société « granites et marbres de Mauritanie » est tenue de se conformer aux dispositions de la loi n° 77.204 du 30 juillet 1977 et de l'ordonnance n° 85.156 du 23 juillet 1985.

ART. 4 - Cette autorisation porte le n° 144 du registre spécial tenu à la direction des Mines et de la Géologie.

ART. 5 - Les Secrétaires Généraux des ministères de la Défense Nationale, de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications et des Mines et de l'Industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

**Ministère du Développement Rural et de l'Environnement**

Actes Réglementaires

*Arrêté n° R - 926 du 23 décembre 1998 portant création et organisation d'un*

*centre de contrôle de la qualité des semences et plants.*

ARTICLE PREMIER - Il est créé à Kaédi un centre de contrôle de la qualité des semences et plants ( CCQSP).

ART. 2 - Le CCQSP est placé sous l'autorité de la direction de la recherche , formation et vulgarisation ( DRFV) et est responsable de la gestion de l'ensemble des moyens mis à sa disposition.

ART. 3 - Le CCQSP a pour mission principale le contrôle de la qualité des productions de semences et plants en vue de leur certification sur toute l'étendue du territoire national. Il est notamment chargé de :

- suivre l'ensemble des parcelles de multiplication de semences, vérifier si elles répondent aux critères de multiplication et -
- effectuer les notations de ces cultures prendre les échantillons et réaliser les analyses de laboratoire nécessaires à la certification des lots de semences.
- Donner un avis technique au ministre chargé de l'agriculture pour toute demande d'agrément d'un établissement de multiplication de semences et plants.
- Collecter et stocker l'ensemble des données sur les productions nationales de semences et plants certifiées
- assister et conseiller l'ensemble des structures du MDRE en matière de semences
- participer activement au conseil national des semences et plants
- gérer et assurer la maintenance et le fonctionnement de l'ensemble des moyens mis à sa disposition.

ART. 4 - Le personnel est composé de :

- un responsable nommé par arrêté du ministre chargé de l'agriculture
- un corps de contrôleurs chargé des analyses en parcelles et en laboratoire
- un personnel de soutien.

ART. 5 - Le personnel est chargé de :

- la conception, la programmation et l'exécution des activités du centre
- les relations avec les autres intervenants de la filière semencière

- la gestion de l'ensemble des moyens humains, matériels et financiers affectés au centre.

Le responsable du centre en est l'ordonnateur du budget et est habilité à recruter, avec accord du directeur de la DRFV, le personnel local de soutien dans la limite des besoins et moyens disponibles.

ART. 6 - Les moyens financiers du centre sont constitué par :

- les recettes de ses activités de contrôle perçues auprès des différents établissements producteurs de semences et plants.

- Les crédits délégués

- Les legs et assistances des partenaires au développement et organismes spécialisés mis à sa disposition.

Le contrôle interne de la gestion des moyens du centre est assuré par l'inspection générale du MDRE.

ART. 7 - Le Secrétaire Général du ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

*Arrêté n° R - 927 du 23 décembre 1998 fixant le règlement technique des tests DHS et VAT en vue de l'inscription d'une variété de riz au catalogue national des semences et plants.*

ARTICLE PREMIER - Est homologué la rédaction intégrale du règlement technique des tests DHS et VAT en vue de l'inscription d'une nouvelle variété de riz au catalogue national des semences et plants.

Le texte de ce règlement technique, joint en annexe, pourra être consulté au ministère du Développement Rural et de l'Environnement et au secrétariat du conseil national des semences et plants.

ART. 2 - Les modalités financières et pratiques de réalisation de ces tests seront établies par le ministre du Développement Rural et de l'Environnement après avis du conseil national des semences et plants.

ART. 3 - Le Secrétaire Général du ministère du Développement Rural et de

l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

#### Actes Divers

*Arrêté n° R - 642 du 24 décembre 1997 portant agrément d'une coopérative agricole dénommée « RIDWANE/TENIARGUE »*

*Boutilimit/Trarza*

ARTICLE PREMIER - La coopérative agricole dénommée *RIDWANE/TENIARGUE* »

*Boutilimit/Trarza* est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi n° 67.171 du 18 juillet 1967 modifiée et complétée par la loi n° 93.15 du 21 janvier 1993 portant statut de la coopération.

ART. 2 - Le service des organisations socio - professionnelles est chargé des formalités d'immatriculation de la dite coopérative auprès du Greffier du Tribunal de la wilaya du Trarza.

ART. 3 - Le Secrétaire Général du ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

*Arrêté n° R - 276 du 10 juin 1998 portant agrément d'une coopérative agricole dénommée « LOTI BABABE BRAKNA »*

ARTICLE PREMIER - La coopérative agricole dénommée *LOTI BABABE BRAKNA* est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi n° 67.171 du 18 juillet 1967 modifiée et complétée par la loi n° 93.15 du 21 janvier 1993 portant statut de la coopération.

ART. 2 - Le service des organisations socio - professionnelles est chargé des formalités d'immatriculation de la dite coopérative auprès du Greffier du Tribunal de la wilaya du Brakna.

ART. 3 - Le Secrétaire Général du ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.